

CSAL du 28 avril 2025



Déclaration intersyndicale -

Madame la Présidente,

Si nous sommes venus avant l'ouverture de ce CSAL « emplois », ce n'est évidemment pas pour y siéger.

Les dernières déclarations en lien avec le contexte actuel ne laissent aucun doute sur une austérité qui va encore s'abattre dans des proportions inédites sur le monde du travail, la fonction publique et la DGFIP.

Aujourd'hui plus que jamais, les 550 nouvelles suppressions d'emplois sont pour nous illégitimes et sonnent comme une véritable provocation, alors que 2025 avait été annoncée comme une année blanche en termes de suppressions d'emplois.

La déclinaison locale de cette politique mortifère conduit à une suppression nette de 6 emplois dans le Tarn cette année. Cette baisse de nos effectifs s'ajoute aux 158 emplois supprimés depuis 2009 dans notre Direction. Elle va frapper durement les services et amplifiera le mal-être de beaucoup de nos collègues.

Ces suppressions sont infondées, à l'heure où la Cour des Comptes souligne que le déficit se creuse du fait d'une contraction conséquente des recettes.

Elles sont inacceptables pour des personnels épuisés, démotivés, mais qui continuent tant bien que mal de tenir la maison et n'ont droit qu'à quelques mots de félicitations en guise de reconnaissance. Elles vont fragiliser, une fois de plus, une fois encore, une fois de trop, l'exercice de nos missions et accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels.

Il est donc pour nous inenvisageable d'être associés de quelque façon que ce soit à ces politiques de réduction des moyens alloués à la DGFIP. Désormais, qui plus est, ce point est inscrit à l'ordre du jour pour simple information, comme si la question de l'emploi était désormais devenue un sujet accessoire ou secondaire, alors qu'elle est au cœur de toutes nos problématiques.

Jusqu'à quand continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions aux moyens qu'on nous refuse au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité, et demain peut être au nom de l'effort de guerre ?

La direction du budget, service de Bercy, dans sa circulaire en date du 3 avril dernier, nous promet une nouvelle purge pour la période 2026-2028, demandant notamment aux ministres « *d'identifier et de présenter un niveau ambitieux de diminution des effectifs* ». Dans un avenir plus proche, le Gouvernement Bayrou mise sur une énième revue des dépenses afin d'identifier au moins 40 milliards d'euros d'économies pour élaborer le budget 2026.

Est-ce cela l'avenir que l'on nous propose ? Nous refusons ce projet de régression perpétuelle, alors que le manque à gagner net pour les finances publiques des baisses d'impôts et allègements de charges de ces dix dernières années se chiffre en centaines de milliards d'euros, sans que ces mesures aient démontré leur efficacité économique.

Si nous sommes venus aujourd'hui, c'est donc également pour vous exprimer notre colère :

- Colère face à une prétendue stabilité dont on sait désormais qu'elle n'est que la continuation de politiques publiques qui affaiblissent depuis des décennies le service public et continuent à être déroulées à la DGFIP contre les agents qui n'en peuvent plus.
- Colère face au gel du point d'indice et aux mesures injustes qui touchent les fonctionnaires, telles que la non-reconduction de la GIPA et l'indemnisation à 90 % du traitement en cas d'arrêt maladie.
- Colère face à l'absence de dialogue social autour de la note du 31 janvier 2025 relative à l'évolution de la mobilité interne des IFiP.

Cette note généralise, au niveau local pour les cadres A, le recrutement au choix et au fil de l'eau, consacrant ainsi la fin des mouvements locaux... et ce, sans la moindre discussion avec les représentants des personnels. Or, cette note est contraire aux Lignes Directrices de Gestion « mobilité » qui privilégient la tenue d'un mouvement organisé suivant la technique du tableau de mutation.

Si des aménagements plus ou moins significatifs ont parfois été décidés dans certaines DDFiP/DRFiP afin d'éviter plusieurs écueils, l'évolution est engagée et son impact sur la mobilité interne des IFiP sera réelle dès cette année. Pour nos organisations, ce changement majeur est de nature à empêcher une mobilité choisie et transparente.

Le recrutement au choix est synonyme de fin des priorités légales et soumet de surcroît notre collectif à de nombreux risques : enfermement dans une filière métier, absence de perspectives pour celles et ceux dont le profil « ne convient pas », concurrence généralisée entre collègues, subjectivité du recrutement pouvant conduire au danger de l'arbitraire. Quant au recrutement au fil de l'eau, il ne fera qu'aggraver les difficultés de mobilité, générera de l'instabilité et des charges supplémentaires pour les chefs de service et plus particulièrement les équipes RH locales.

La prochaine étape semble être celle de la suppression du mouvement national des IFiP. Et jusqu'où notre Direction Générale veut-elle aller ? Une généralisation du recrutement au choix pour les cadres B ? Les cadres C ? Les décisions continueront-elles d'être prises sans dialogue ?

Le passage en force des réformes accentuant la dégradation des conditions de travail, impactant tant nos vies professionnelles et personnelles est inacceptable !

Si, pour la Direction Générale, un dialogue social respectueux et constructif se traduit par un rouleau compresseur de réformes faisant fi des impacts sur les agents et le service public, alors ce sera désormais sans nous !

Solidaires Finances Publiques, F.O.DGFiP, la CGT Finances Publiques, sont attachés au service public et à représenter les agentes et les agents qui le rendent tous les jours. Ils méritent plus de considération dans les politiques qui sont menées. Ils méritent davantage de respect. Cela passe aussi par l'écoute de leurs représentants syndicaux et que les instances ne servent pas simplement à l'administration de considérer que la formalité du dialogue social est satisfaite.